

**Lutte contre le terrorisme - Conseil
restreint de défense - Communiqué
de la présidence de la République**

(Paris, 01 mars 2017)

Le Conseil de défense et de sécurité nationale s'est réuni pour examiner les mesures de vigilance mises en oeuvre dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle. Il a pris acte des mesures de protection supplémentaires prises sur les systèmes informatiques impliqués dans les opérations électorales.

Afin qu'aucune action malveillante ne puisse venir entacher la campagne et le vote, le président de la République a demandé une mobilisation de tous les moyens nécessaires de l'État.

Face au risque cybernétique, l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information pourra être sollicitée par la Commission nationale de contrôle de l'élection présidentielle et le Conseil constitutionnel, garant de l'élection.

À compter du 21 mars 2017, la posture Vigipirate comprendra toutes les mesures nécessaires à la sécurisation des rassemblements publics liés à la campagne et au scrutin.

Le Conseil a également examiné la menace terroriste sur le territoire national et l'évolution des crises internationales.

Il a fait le point de l'offensive des forces irakiennes pour reconquérir la partie Ouest de la ville de Mossoul contre Daech, et de l'appui que les forces françaises lui apportent dans le cadre de la coalition internationale.

Il a salué les avancées récentes dans la mise en oeuvre de l'accord de paix et de réconciliation au Mali qui doivent conduire à l'installation des autorités intérimaires agréées entre les parties, et à l'extension des patrouilles mixtes./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)